

RETOUR SUR L'OCCUPATION DU CHANTIER VINCI A RENNES LE MERCREDI 14 NOVEMBRE

Ce matin nous étions une trentaine à investir le chantier SOGEA (filiale de Vinci) de l'ancienne brasserie Kronembourg à St Hélier, sur les coups de 6h30.

Un groupe harnaché s'est barricadé dans une grue pour déployer une banderole « NON À L'AYRAULTPORT », tandis qu'un autre occupait les édifices en construction et qu'un dernier allait à la rencontre des personnels et des cadres rassemblés devant les préfabriqués.

Un tract à l'attention des ouvriers a été distribué avec des pains aux chocolats et du café, et malgré la présence de la direction du chantier, nous avons pu discuter avec certains d'entre eux et les échanges étaient plutôt sympathiques, voire complices.

Poussés par les contre-maîtres, ils ont commencé à travailler pour finalement abandonner leur poste au vu de l'occupation, et plus spécifiquement celle de la grue qui empêchait le chantier de tourner.



Aux alentours de 8h30 et sans se presser, quelques policiers nationaux sont arrivés pour récupérer des informations sur l'occupation, en affichant une attitude assez désinvolte et indifférente au blocage du chantier, s'assurant juste oralement de l'absence de dégradations.

Vers 9h30 le groupe appelé publiquement à la gare s'est joint à nous, suivi par les bureaucrates de Vinci : architecte, huissier et cadres... puis par des journalistes de la presse locale.

Une altercation assez comique s'est d'ailleurs produite entre les journalistes de France 3 et un responsable qui tentait d'empêcher l'interview des ouvriers :

- Les journalistes : « - *Vous considérez qu'un journaliste n'a rien à faire là aujourd'hui sur le site avec ce qu'il se passe ?*
- Le responsable : - *Ils ont le droit de s'exprimer mais il n'y a pas d'interview à donner. C'est au niveau de la communication et de la direction nantaise qu'il faut s'adresser.*
- Les journalistes : - *Monsieur, je sais pas... Essayez la Corée du Nord ! »*

Les ouvriers ont fini par débaucher à 10h30 avec la garantie de toucher leur paye, intérimaires compris, certains nous suggérant même de faire nos actions le vendredi pour rallonger leur week-end.

Tout au long de la matinée, des tract ont été distribués aux abords de l'occupation aux automobilistes et piétons.

Juste après le départ des ouvriers (conséquence directe ?), les flics se sont massés à l'entrée du chantier : 5 fourgons de gardes-mobiles, autant des camionnettes de la police nationale, la BAC et l'escadron du GIPN, prêts à intervenir.

Compte tenu de l'arrêt quasi certain des travaux pour la journée et du déploiement massif des forces de l'ordre, nous avons pris la décision de quitter les lieux groupés, évitant ainsi une interpellation. Tout au long de l'intervention, les gardes-mobiles en tenues anti-émeutes ont fouillé méthodiquement les constructions, même à la suite de notre départ.

À ce jour, aucune poursuite ni convocation n'est à déplorer.



Contrairement à ce qui a pu être dit (avec plus de maladresse que de *mauvaises intentions*) lors d'une interview vidéo sur le chantier, le choix de ne pas commettre de dégradations n'était pas de se dissocier d'une prétendue mouvance anarcho-autonome.

Nous voulions porter un discours public, en appelant localement à une action offensive contre l'aéroport qui se voulait solidaire et complémentaire des sabotages et autres formes d'actions contre Vinci.

Il s'agissait également, d'un point de vue de la tactique juridique, de réduire au minimum les charges pénales (intrusion sans dégradations pendant l'occupation), en délimitant le préjudice causé à Vinci à des charges et une juridiction civile.

Car notre objectif était aussi d'infliger des dommages économiques significatifs par le blocage du chantier. **Et selon l'un des responsables présents sur place, le préjudice de cette journée serait estimé à au moins 20 000 euros pour Vinci pour le seul versement des salaires aux ouvriers.**

Au-delà de la défense concrète du territoire de la ZAD et de la lutte contre le projet d'aéroport, il importait aussi pour nous de cibler localement le rôle de Vinci dans l'urbanisation capitaliste et dans la colonisation bourgeoise des anciens quartiers populaires de Rennes.

Car en s'attaquant à la vitrine qu'est l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, nous allons certainement voir sortir de belles saloperies de l'arrière-boutique : sur le chantier que nous bloquions, un duplex avait déjà été vendu pour un montant de 500 000 euros, avec des loyers que ni les ouvriers, ni les occupants du chantier ne pourront ni ne voudront probablement jamais se payer...

En espérant que la lutte à Notre-Dame soit le début de quelque chose de plus vaste, nous rejoignons l'appel à une contagion massive des chantiers Vinci et ses filiales :

SOGEA, CMA, EUROVIA... présentes en France et dans le monde.

**NI VINCI NI AILLEURS
NON A L'AEROPORT !**



Des occupants du chantier Vinci de Saint-Hélier